

# Pour une télévision publique de qualité

La réforme de l'audiovisuel initiée par le gouvernement a paralysé l'Assemblée nationale depuis quinze jours. Noël Mamère et Patrick Bloche, principaux chefs de la guérilla parlementaire, ont mené à l'Assemblée nationale une obstruction systématique, utilisant les rappels au règlement, les suspensions de séance, les amendements multiples mais sur le fond le débat est assez pauvre.

Certes, ils n'ont pas de mots assez durs pour fustiger ce projet dénonçant un véritable coup d'Etat mais pour occuper leur temps de parole, faute de propositions et à bout d'arguments, ils n'ont pas hésité à évoquer les baptêmes républicains des sans papiers, les test de l'Adn ou la sarabande faite par la droite à propos de la Marseillaise. C'est ce que le bouillonnant député girondin appelle « contextualiser l'événement ».

Les débats et la fronde de l'opposition se sont focalisés sur deux points essentiels : la suppression de la publicité après vingt heures et la nomination du Président de France télévisions par le Président de la République.

Concernant le premier point, j'avoue ne pas bien comprendre l'hostilité générale que cette proposition a déclenchée... Voilà des lustres que l'on explique dans tous les débats sur la télévision que si la qualité des émissions publiques est médiocre c'est la faute de la concurrence avec les chaînes privées, la pression des annonceurs et des taux d'audience. En clair, plus l'émission est regardée, plus les espaces publicitaires sont chers, et plus les chaînes gagnent de l'argent. Business is business, les émissions dites intellectuelles ont été reléguées en deuxième ou troisième partie de soirée, voire supprimées.

C'est pourquoi vouloir libérer les chaînes publiques de la pression de la publicité et assurer un budget de

fonctionnement qui les mette à l'abri de la concurrence me semble une excellente idée. Je n'arrive même pas à comprendre pourquoi la gauche proteste contre ce principe.